LUNDI 8 JUILLET 1839.

GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE : 18 fr. pour trois mois; 36 fr. pour six mois; 72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LEGALES.

ON S'ABONNE A PARIS; AU BUREAU DU JOURNAL; Quai aux Fleurs, 11. (Les lettres et paquets doivent être affranchis)

COUR DES PAIRS.

(Présidence de M. le baron Pasquier, chancelier.)

Stance du 7 juillet 1839.

ATTENTATS DES 12 ET 13 MAI. — PLAIDOIRIES DES DEFENSEURS.

M. Blanc, défenseur de Bonnet, a la parole pour l'accusé Bonnet. «Jed ois m'excuser, dit-il, auprès de la Cour. Le réquisitoire du ministère public m'a imposé une tâche à peu près imprévue. J'avais pensé que l'accusation serait abandonnée en ce qui concerne Bonnet. Je vois bien que c'était une de ces illusions si faciles à la défense, et qu'il faut lui pardonner. Cependant l'erreur n'était pas complète; car vos souvenirs vous diront que l'accusation n'a émis que des doutes dont elle a laissé la solution à votre haute sagesse.

«Ainsi, reconnaissons-le d'abord, ce ne sont pas des preuves que j'ai à combattre, mais des doutes que je viens éclaircir avec vous. Le premier soin de la défense est de vous faire connaître l'homme que vous avez à juger, et ses antécédents et sa moralité.»

M. Blanc donne lecture de nombreux certificats délivrés par différents pasteurs des paroisses qu'il a habités à Genève avec sa famille. Il rappelle que son client n'a jamais fait partie d'aucune société secrète. Ce fait a été attesté par Barbès lui-même, aucun doute n'est possible à cet égard.

«Que reproche-t-on à Bonnet? d'avoir manqué de prudence. C'est, il faut l'avouer, un grief bien mince en présence de la solennité de vos débats. Je soutiens, moi, qu'il a fait ce que tout homme aurait fait à sa place. Cette mille déposée chez lui, ou plutôt dans le domicile commun, il ne pouvait pas, il ne devait pas la garder. S'il l'a rendue au moment même de l'émeute, c'est qu'à ce moment surtout il y avait danger de la garder. Il se serait infailliblement compromis et sans profit pour l'ordre public, car les insurgés, qui savaient que des munitions étaient là sous leur main, n'auraient pas reculé devant le refus de Bonnet.»

M. Blanc établit avec la déposition des témoins à décharge l'alibi de son client. Aucun témoin n'a déposé l'avoir vu sur les lieux parcoures par l'insurrection. Bonnet a donc pour lui, dit le défenseur en terminant, la moralité la plus pure, les témoignages les plus rassurants, les antécédents les plus honorables, je dirai même qu'il a pour lui l'accusation, car l'accusation n'a que des doutes. Si donc elle hésite, que fera le juge? Lui qui, la main sur la conscience, doit se dire avant de condamner: «Il est impossible que l'accusé ne soit pas coupable! Vous rendrez en sa faveur un arrêt d'acquiescement; et, croyez-le bien, vous ne ferez pas en cela un acte d'indulgence, mais de bonne et exacte justice.»

La parole est à M. Blot-Lequesne, défenseur de Mialon. «Messieurs les pairs, ce n'est pas sans terreur que j'aborde la défense de Mialon, déjà marqué du sceau des malfaiteurs, pliant sous une accusation terrible; que vous dirai-je, que puis-je vous dire pour sa défense?

«Cependant vos consciences seraient-elles fermées au doute? L'effrayant laconisme de l'accusation doit-il m'apprendre que je ne joue ici la dernière scène d'un drame dont le dénouement doit être sanglant? Je ne puis pas le croire, Messieurs les pairs, je ne veux pas le croire.

«Etrange combinaison des choses humaines! Un pauvre paysan d'Auvergne quitte ses montagnes; il vient à Paris, il travaille dans les débris d'une caserne, il ramasse quelques morceaux de vieille ferraille qu'il s'approprie... La loi était alors immiséricordieuse, et pour une valeur de 19 sous (pour une valeur de 19 sous, entendez-le bien, Messieurs les pairs), le voilà flétri, éternellement flétri!

«Nouvelle et plus étrange fatalité! Le réclusionnaire souffre en silence: il se réhabilite par la patience, par le travail, par la vertu, vingt années d'austère, de constante probité ont effacé de son front une tache trop souvent indélébile... Et voilà, dit-on, que l'émeute passant un jour dans la rue l'emporte dans sa course, et après qu'il en a été l'instrument, il est encore la malheureuse victime.»

L'avocat discute les témoignages, et il rappelle les circonstances mémorables dans lesquelles des reconnaissances formelles et positives de la part des témoins avaient envoyé des innocents à l'échafaud.

Mais, je viens de recevoir à l'instant même une lettre que je vais vous lire, et vous verrez ce qu'il faut penser de ces reconnaissances. Cette lettre, Messieurs, la voici :

« Paris, 19 juillet 1839.

« Monsieur, Permettez, comme je sais que vous êtes chargé de la défense de Mialon; je suis fâché de me trouver indisposé, sans quoi j'aurais été moi-même dire à votre audience ce que je vais vous raconter.

« Hier, en rentrant chez moi, j'ai rencontré un homme de la corpulence, de la grandeur, de la même tournure et vêtu en velours de pareille couleur que l'accusé Mialon, enfin une telle ressemblance que s'il n'était pas à votre audience j'en douterais encore. J'aurais voulu, si j'avais pu, le faire arrêter, afin de vous voir surpris vous-même après la déposition que vous auriez faite telle que moi. Je vous prie donc d'avoir la bonté de faire part à M. le procureur-général du roi du contenu de ma lettre.

« J'ai l'honneur d'être de vous, monsieur, le très humble BERNIER, Marchand de vin, rue aux Ours, 11. »

« Bernier, Messieurs, s'écrit le défenseur, est celui qui est venin ici devant vous jurer sur son honneur et sa conscience que Mialon était l'assassin de Jonas. »

« Passant de la question spéciale relative à Mialon à des considérations générales qui ressoient de la cause, l'avocat examine quelles sont les causes qui, dans les classes laborieuses, réveillent et excitent ces instincts révolutionnaires. C'est, à son avis, la tendance des êtres souffrants vers un avenir meilleur.

« Ces instincts de changements que j'appelle révolutionnaires, continue le défenseur, ils sont bien inoffensifs sans doute; mais la crise se prolonge, la misère, ce sphinx des sociétés modernes, la misère propose bientôt à l'ouvrier cette maxime inexorable qui, à l'heure qu'il est, fatigue, désespère la science. « Pourquoi, quand tu ne demandes que du travail et du pain, pourquoi toi seul dans la grande famille humaine es-tu déshérité de ces premiers biens de la vie? L'énigme posée, il faut que l'ouvrier la devine, ou qu'il meure, qu'il meure dévoré par la misère. Et maintenant s'il est brut, ignorant, passionné! s'il n'a pas assez d'intelligence pour comprendre l'origine de ses maux, ni assez de stoïcisme pour souffrir et s'abstenir, et s'il entend incessamment répéter à ses oreilles ces paroles de terrible

mémoire: « Si le pain est cher, la cause en est au Temple; si le numéraire est rare, la cause en est à la Convention. » Alors il prend en haire ou la Convention ou le Temple, alors il s'amoncelle dans son sein des trésors d'indignation et de vengeance, alors... Les révolutions n'éclatent pas encore, mais jaillisse l'étincelle, et l'explosion ne se fera pas attendre.

« Voilà, MM. les pairs, par quelle logique irrésistible et fatale, la souffrance, fruit de nos tourmentes, descend jusqu'au cœur des populations laborieuses: voilà par quelle logique irrésistible et fatale, la souffrance des populations éveille en elle des instincts révolutionnaires; voilà par quelle logique irrésistible et fatale ces instincts offensifs d'abord, deviennent, à l'aide de l'ignorance et des passions étrangères, des irritations aveugles, des colères puissantes, formidables qui, dans un jour de délire, vont se briser contre la constitution elle-même.

« Maintenant, Messieurs les pairs, cette heure périlleuse dans la vie des nations a-t-elle un moment sonné pour la France?

« Appréciation de la crise que nous avons traversée, de laquelle il résulte que des hommes ignorants et grossiers, aigris par la souffrance, aigris par des suggestions mauvaises ne se sont plus trouvés séparés des insurrections que par un point, que par une ligne imperceptible.

« Ce point, qui est encore un abîme, comment l'ont-ils franchi?

« Nous vivons sous un principe nouveau qui porte dans son sein la vie et la mort des sociétés, je parle du principe de la souveraineté populaire; moralisez les hommes, instruisez les hommes, faites descendre dans leur esprit la lumière de la vérité, faites descendre dans leur cœur l'amour de la justice, et ce principe tutélaire répandra sur les populations la fécondité et la vie.

Laissez, au contraire, laissez les intelligences ensevelies sous la lépre de l'ignorance, laissez les consciences ouvertes aux passions grondantes et tumultueuses, et ce principe destiné à régénérer le monde n'enfantera que les tempêtes et les ruines.

« Or, qu'a-t-on fait pour l'intelligence, qu'a-t-on fait pour la moralité du peuple?

« Son intelligence est-elle obscurcie par les mêmes ténèbres, elle a des croyances religieuses de moins et de nouveaux besoins de plus: or, en présence du dogme de la souveraineté populaire, en présence du mode d'application qu'il a reçu dans les barricades de Juillet, une insurrection pour ces malheureuses victimes de l'ignorance, est-ce autre chose qu'une erreur de logique?

« Remontez les cinquante ans, Messieurs les pairs, le cours de nos annales révolutionnaires, certes, vous rencontrerez sur vos pas des insurrections nombreuses; quel est pour tant de malheureuses victimes de l'ignorance, quel est leur signe de légitimité? Le succès. Quand elles triomphent, on les glorifie; quand elles succombent, on les flétrit. Ainsi, pour cette portion de la société qui ne vit encore que d'une vie végétative, le grand enseignement de l'histoire moderne, c'est la déification du succès, et la déification du succès, c'est l'apothéose de la force, et l'apothéose de la force, c'est la ruine de la justice dans les consciences.

« Et maintenant, dans ce naufrage universel de toutes les croyances; quand il ne surnage plus qu'une seule religion, celle de la force, quand des hommes ignorants et grossiers sont accoutumés à ne voir dans les insurrections que les mille oscillations de la force, quand ils joignent depuis cinquante ans avec les insurrections, est-ce étonnant, si ces malheureux aigris par la souffrance, s'ils sont irrités par des passions étrangères, est-il donc étonnant qu'ils franchissent la ligne qui les sépare des insurrections, cette ligne fût-elle un abîme!

« Si je parlais devant un jury, dit en terminant l'avocat, je lui dirais: Voilà un pauvre père de famille, honnête et laborieux; il est étranger à toutes nos passions politiques. Par le malheur des temps, il s'est trouvé pendant cinq mois sans travail; ses faibles épargnes, ressource de sa vieillesse, disparaissent chaque jour; aigri par la souffrance, irrité par des influences coupables, l'émeute, en passant dans la rue, l'emporta dans son cours; victime des passions qu'il a subies sans les comprendre, il en a été l'aveugle instrument dans une œuvre de crime; pensez-vous, Messieurs les pairs, qu'il y ait un jury français qui fasse tomber sa tête?

« Eh bien! Messieurs les pairs, ce qu'un jury français ne ferait pas, la Cour des pairs ne le fera pas. Si la Cour des pairs pouvait faire ce qu'un jury n'aurait pas fait, on dirait que les passions politiques, qui devaient expirer au seuil de votre enceinte, vous ont suivis sur vos sièges, et le Tribunal qui donne accès à des passions politiques n'est qu'un Tribunal révolutionnaire.

M. Bertin prend la parole pour Delsade:

« MM. les pairs, les débats auxquels vous avez apporté une attention si soutenue ont beaucoup diminué l'importance que d'abord on avait cru devoir attribuer à Delsade. Quant à lui, l'accusation, comme vous l'a dit M. l'avocat-général, s'est retirée.

« Delsade n'est plus un homme ardent, dominé par des passions violentes et implacables. Ce n'est plus ce chef de bande qui aurait dirigé la marche de la sédition, ce n'est plus qu'un insurgé ordinaire qui aurait joué un des rôles les plus inférieurs dans le drame sanglant qui vous est déféré, aussi l'accusation actuelle l'a-t-elle placé dans les derniers rangs.

« Delsade, Messieurs, est un ouvrier tabletier, marié, père de famille, d'un esprit remarquable, vous avez pu en juger; d'un caractère doux, passible dans les circonstances ordinaires; faible à céder et opacément aux influences étrangères; il a les qualités de la classe à laquelle il appartient; il a quelques-uns des défauts comme beaucoup d'ouvriers; il est comme entraîné par ces dangereuses et fatales fréquentations de cabaret, qui pour lui amènent rapidement l'ivresse. Dans cet état, il est bryant querelleur, et tient, à ce qu'il paraît, des propos politiques, c'est-à-dire qu'au milieu des fumées du vin il débite tout ce que son imagination en délire peut créer de ridicule et d'absurde.

« Tel est, Messieurs, le caractère vrai de Delsade. Je n'ai pas cherché à l'abaisser dans l'intérêt de la défense; je vous le présente tel que l'ont dépeint tous les témoins entendus, soit dans l'instruction, soit devant vous.

« Le défenseur s'attache à démontrer que Delsade ne se trouvait ni au pillage des armes de M. Lepage, ni à l'attaque du poste du Palais-de-Justice.

M. Nogent de Saint-Laurent, défenseur de Lemièrre: « Messieurs les Pairs, quelques minutes avant de me lever pour prendre la parole, j'éprouvais une crainte bien vive, je dois vous l'avouer; et d'abord je ne pouvais me défendre de cette émotion qu'inspire toujours un débat grave et solennel, un débat qui s'agit devant la première Cour du royaume; puis encore, je me voyais forcé de venir répéter à mon tour un système de dénégations absolues, un système adopté par tous les accusés à peu près, et je me disais: Ce système

peut paraître banal; il y a dans cette uniformité de défense quelque chose qui peut ressembler à une excuse convenue, à un mensonge assez mal imaginé pour recouvrir une culpabilité réelle.... Oh! Messieurs, je dois m'excuser bien vite d'avoir pu ressentir une pensée semblable; non, rien n'est banal devant la justice; non, les préventions, de quelque nature qu'elles soient, ne s'éleveront pas jusqu'à vous; toutes les idées, toutes les préoccupations étrangères à l'appréciation stricte des faits mourront au seuil de cette enceinte; il ne restera ici que des accusés qui se défendent, et des juges qui doivent prononcer.

« Messieurs, j'ai hâte de le dire, si la conviction peut quelquefois remplacer l'expérience, je dois être fort dans la cause; je ne dois pas trembler pour l'avenir de mon client, car, je n'hésite pas de le dire, j'ai la conviction profonde que l'accusation n'a point prouvé la participation active et matérielle de l'accusé Lemièrre à l'attentat des 12 et 13 mai.

Après avoir discuté un à un tous les chefs d'attentat qui s'élevaient contre Lemièrre, M. Nogent Saint-Laurent termine ainsi:

« L'accusation ne s'est point arrêtée là; suivant elle, Lemièrre aurait combattu jusqu'à ce que la dernière barricade fût enlevée. Ainsi Lemièrre était à la barricade de la rue Grenétat, là où Maréchal fut renversé mort, là où les derniers efforts des insurgés s'étaient concentrés, là où la lutte fut longue, ardente, désespérée... Il était à la barricade de la rue Grenétat! Et qui vous l'a dit? et où est la preuve d'un fait si grave?... Est-ce qu'un garde municipal l'aurait reconnu, par hasard?... Est-ce qu'il a été frappé d'une balle ou d'un coup d'épée? est-ce que le sang de sa poitrine a attesté sa présence?... Non, il n'y était pas; et la preuve n'en est nulle part, ni dans l'instruction, ni dans le débat; non, il n'y était pas, et vous ne pouvez, avec une hypothèse, faire peser sur la tête d'un homme une si terrible accusation.

« Il est une dernière considération que je ne puis passer sous silence. Vous le savez, Messieurs, l'insurrection n'expira pas le dimanche, car le lundi elle recommença dans le quartier du Temple, un nouveau cri de révol e avait été poussé, une dernière tentative allait être accomplie. Lemièrre est libre, il a eu le bonheur de ne pas être arrêté la veille; eh bien! que va-t-il faire ce jeune homme si exalté, si téméraire, si dangereux, ce jeune homme que l'on vous a représenté descendant au premier rang du feu, et allant respirer les dernières fumées de la poudre derrière la dernière barricade.... Oh! sans doute, il va se précipiter encore vers l'insurrection; ce jeune homme que l'insurrection enivre, vous le trouverez au centre du tumulte, là où l'agitation sera la plus vive, la plus terrible.... Non, vous ne le trouverez pas; non, il faut le dire, et ceci est irrévocablement établi par deux témoins, il n'est si qu'à quatre heures, alors que tout était apaisé... Messieurs les pairs, je vous livre cette considération sans discussion, sans commentaire... Vous jugerez si cette conduite de lundi n'est pas en contradiction flagrante avec l'accusation de la veille.

« Et maintenant, il me reste un devoir sacré à remplir; vous allez applaudir Lemièrre, vous allez le connaître tout entier. Vous vous rappelez, Messieurs les pairs, que des conclusions préjudicelles vous furent présentées au commencement de ces débats. J'apposai ma signature au bas de ces conclusions sans prendre conseil de l'accusé Lemièrre. Le lendemain je le vis dans sa prison, et il fut effrayé de cette adhésion donnée par son défenseur à une question de droit. Si je fais cette observation, ce n'est point pour vous, Messieurs les pairs, car je sais à l'avance qu'aucun incident de ce genre ne peut influencer votre haute impartialité pour la décision du fait. Si je présente cette observation, c'est pour l'accusé, c'est pour ne pas lui laisser cette préoccupation que j'ai pu le compromettre un instant, et vous avez tous compris qu'une pensée semblable pèserait comme un remords éternel sur ma conscience.

« Messieurs, Lemièrre attendra votre arrêt avec confiance et sécurité; il est fort de son innocence, il a foi dans votre justice!... Je n'ai plus rien à dire.

M. Genteur présente la défense d'Austen.

M. Genteur fait remarquer que son client n'a point d'opinion politique, qu'il est laborieux, et qu'ainsi il doit être acquitté. Si nous adoptons l'hypothèse de sa culpabilité, ajoute l'avocat, c'est-à-dire qu'il a été conduit à faire le coup de feu par entraînement, permettez-moi de déposer dans vos consciences un mot de Vincent l'Hôpital lorsqu'il s'agissait de juger les prisonniers protestants: « Les chefs, disait-il, sont des malades qu'il faut guérir, et les autres il faut les renvoyer déchargés de tous défaits, parce qu'ils en aimeront mieux le roi! » Eh bien! messieurs, je vous en dis autant, et je compte pour Austen sur votre indulgence.

M. Ferdinand Barrot, avocat de Longuet:

« Dans les faits du 13 mai, dont le caractère est bien loin d'avoir la gravité des faits de la veille, Longuet n'a rempli qu'un rôle de spectateur. Un seul témoin l'a désigné, d'une manière positive comme l'un des chefs de l'insurrection, donnant des indications, chargeant les armes, donnant des munitions aux révoltés; mais sa déposition est presque isolée aux débats.

« L'erreur était facile, au milieu de la préoccupation si vive des événements qui se succédaient sous les yeux du témoin. Rien du reste dans les antécédents de l'accusé, dans ses relations, sa profession, ses habitudes, ne le rattache aux insurgés. Jamais il n'a fait partie d'aucune société politique. Quelques instans avant de se trouver où le hasard l'avait conduit, dans la rue du Temple, il était occupé, avec un de ses amis, des affaires de sa profession, et il songeait si peu à se mêler à un grand mouvement insurrectionnel, que sa place était retenue pour un grand voyage.

L'avocat se demande à lui-même et demande à l'accusation quel mobile a pu pousser Longuet dans les rangs des insurgés. Ce n'est pas l'intérêt sans doute! l'accusation n'a pas même songé à le soutenir. Seraient-ce par hasard les convictions politiques? Dans les confidences intimes qu'amènent dans le secret de la prison les nécessités de la défense entre l'avocat et son client, le défenseur a vainement tenté de deviner quelle était l'opinion de Longuet. Ce n'est pas un bonapartiste. Il n'a pas connu l'empire et les entraînemens de sa gloire. Il appartient trop à la génération actuelle pour être légitimiste, partisan du droit divin. Il n'est pas républicain non plus, il l'affirme, et il faut l'en croire; il n'est pas homme à renier sa foi... s'il en avait une. Qu'est donc Longuet? C'est un droguiste, un commis-voyager dans la droguerie; voilà son opinion politique.

M. Barbier, défenseur de Martin (Noë) rappelle que les principales charges qui s'élevaient contre son client résultent uniquement de ses aveux. L'accusation s'en est emparée, elle ne doit pas les diviser et en faire disparaître tout ce qu'ils offrent d'atténuation en faveur de l'accusé.

Le défenseur présente la marche de Martin dans la journée du lundi:

Il le montre désarmant un garde national, mais le protégeant contre la violence des insurgés et lui sauvant la vie; participant au pillage des armes chez le sieur Perdureau, mais s'opposant à une invasion de son domicile dans le domicile de ce citoyen. Il fait remarquer que ses aveux pleins de franchise sont les seuls faits qui le chargent et l'accusent d'avoir fait feu trois fois sur la troupe.

M^e Puybonnieux plaide pour l'accusé Marescal. Cet accusé n'a pris un fusil que pour se soustraire aux mauvais traitements des insurgés qui le reconnaissent pour agent de police, lui auraient fait un mauvais parti s'il avait refusé de les suivre.

« L'accusé Marescal ne s'est pas fait librement sa position, c'est par la contrainte qu'il s'est trouvé placé au sein de l'émeute dont il a hardiment entrepris la ruine; mais le ministère public n'a point accepté cette explication que tout cependant justifie dans la cause, et l'accusé a attendu avec impatience le grand jour des débats pour se justifier devant vous et devant son pays. Le voilà donc à votre barre, fût de son innocence, heureux non seulement de n'avoir à déplorer aucun malheur qui soit son ouvrage, mais de la conviction d'avoir rendu un service signalé en empêchant le renouvellement des sanglantes attaques de la veille; il est là, faisant un appel à votre justice éclairée et réclamant cette haute bienveillance que l'innocence obtient toujours de votre équité.

M^e Madier Monjaud plaide pour Pierné. La tâche de défendre le plus jeune des accusés appartenait au plus jeune des défenseurs, et dès l'abord l'avocat signale cette circonstance que si l'âge de son client ne peut admettre à sa charge, comme appréciation éclairée de l'acte auquel il prenait part, sa conduite antérieure, les leçons qu'il a reçues de sa famille, les exemples qu'il y a puisés ne sauraient faire penser qu'il ait cédé, dans les faits qui lui sont imputés et qu'il avoue, à l'influence d'aucune mauvaise passion.

« Pierné est à peine arrivé à la vie intellectuelle. Deux années seulement le séparant du terme où la loi a fixé le discernement qui donne aux faits imputés à un accusé ordinaire le caractère de culpabilité qu'elle punit; mais il ne s'agit pas ici d'un fait ordinaire, et l'intelligence des actes que l'accusation lui reproche n'est pas encore arrivée pour lui. C'est un enfant dans toute la force du terme, brave enfant s'il en fut, laborieux, honnête, respectueux pour ses parents, élevé par eux dans l'amour du travail, qui moralise et forme à l'exemple des vertus domestiques.

« Mais c'est un enfant qui n'a vu dans les dernières agitations de l'insurrection du 13 qu'un objet de curiosité, qui y a participé par imitation en cédant, sans s'en rendre compte, à ce malin plaisir que l'enfance trouve au désordre et au bruit même qu'il entraîne avec lui.

« Il a été trouvé armé d'une batonnette cachée sous sa blouse; mais quels dangers présentait une telle arme en de telles mains?

« Le plus léger des châtimens que la loi réserve aux coupables rebelles, aux tapageurs des rues, serait peut-être, pour le jeune Pierné, un trop grande sévérité. C'est en dire assez sur les sévérités de l'accusation: Pierné a droit à toute l'indulgence de la Cour.

M^e Lafargue a la parole pour Grégoire.

« Messieurs, vous auriez pu remarquer que c'est avec raison que Grégoire occupe le dernier rang dans l'ordre d'accusation; c'est qu'en effet les circonstances invoquées à sa charge étaient destinées à s'éclaircir par les débats et à disparaître en présence d'un examen attentif et contradictoire.

« Ces circonstances se réduisent à trois faits: un témoin déclare l'avoir vu porteur d'un fusil, un autre qu'au moment où il y nait d'être frappé d'un coup de feu et terrassé sur le trottoir de la rue des Quatre-Fils, il tentait de glisser ce fusil sous une porte cochère; plusieurs autres témoins déclarent qu'ils ont cru voir sa bouche et ses mains noircies de poudre.

M^e Lafargue examine et discute chacune de ces circonstances. Quant à la circonstance des lèvres et des mains noircies, il prouve que deux témoins qui ont examiné l'accusé après sa chute, le docteur Deschamps et les propriétaires de la maison rue des Quatre-Fils, 10, que sa bouche n'était noire que d'un seul côté, le côté gauche, ce qui exclut toute idée que l'accusé ait décliné des cartouches; que cette circonstance s'explique donc par la version de l'accusé, la mastication du tabac; que, quant à ses mains, elles étaient celles d'un ouvrier qui travaille.

Examinant la question de la possession du fusil par Grégoire, M^e Lafargue démontre qu'un seul témoin déclare avoir vu cet accusé porteur d'une arme. Il y a ici une erreur d'autant plus manifeste que ce témoin, officier de la garde nationale, poursuivant les fuyards, déclare qu'il a vu quatre individus se sauvant à toutes jambes, et qu'il n'a reconnu Grégoire qu'après coup, et sans l'avoir signalé par aucune circonstance spéciale. Le défenseur démontre l'impossibilité de la circonstance du fusil glissé sous la porte cochère. Grégoire était renversé sur le trottoir, blessé à l'épaule gauche d'une manière si grave qu'une opération chirurgicale a été jugée nécessaire; il était évanoui par suite de cette blessure. Et c'est dans cette position qu'on voudrait, dit M^e Lafargue, que l'accusé ait songé à cacher ce fusil? Et d'ailleurs, ce fusil était à ses pieds, de telle sorte qu'il ne pouvait y atteindre.

M^e Lafargue établit que le fusil en question, qui était celui dont M. Demizot, boucher, avait été dépouillé, est passé en d'autres mains que celles de Grégoire. Il cite la déclaration faite par l'accusé Martin que le fusil du boulanger avait été pris par un jeune homme de dix-huit ans environ, vêtu aussi d'une blouse bleue et coiffé d'une casquette brune, renseignements qui n'ont aucun rapport avec Grégoire.

« Il est donc possible, dit l'avocat, il est donc vraisemblable, et c'est ce que Grégoire a dit, lui, que ce fusil soit tombé près de Grégoire, et ait été jeté par l'un des fuyards signalés par le témoin, ce qui coïncide avec l'interrogatoire de l'accusé lui-même et ses déclarations par lui faites à un témoin qui en a déposé, le sieur Santemoy.

M^e Lafargue rappelle, pour établir l'in vraisemblance de toute participation de Grégoire à l'attentat, que cet accusé venait de recevoir du Roi un secours de 30 francs, et que lui et sa famille en manifestaient hautement leur reconnaissance; il dépeint la position de Grégoire, père de quatre enfants.

« Messieurs, dit-il en terminant, j'ai achevé la discussion relative à l'accusé Grégoire. S'il faut reconnaître que les indices qui s'élevaient contre lui ont pu motiver sa mise en accusation, peut-être penserez-vous que ces indices n'ont point acquis ce degré de certitude propre à vous donner la conviction intime dont le juge a besoin pour déclarer la culpabilité d'un accusé. Et d'ailleurs, à l'instant de prononcer une condamnation contre Grégoire, vous vous demanderez, Messieurs, si cette condamnation est bien nécessaire, si ce malheureux, supposé coupable, n'a point, en réalité, subi la peine de son crime, si l'exécution de sa faute n'est pas complète, puisque la blessure cruelle dont la justice divine a voulu qu'il fût atteint durera au tant que sa misérable vie, désormais partagée entre de continuelles souffrances et de continuels remords.

L'audience est levée et renvoyée à demain pour la continuation des plaidoiries.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE DOUAI (2^e chambre).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Lambert. — Audience du 10 juin.

FABRICATION DE SUCRE INDIGÈNE. — COMMERCE.

Le fabricant de sucre indigène qui n'a entrepris cette fabrication que pour en faire l'objet principal d'une spéculation, et non pour tirer

un parti plus avantageux d'une exploitation agricole, doit être réputé commerçant.

Un sieur Leriche, qui faisait précédemment valoir un moulin à l'huile dans la commune de Verchin; se fit fabricant de sucre en 1835. A la culture de soixante mesures, qu'il tenait depuis longues années en location, il joignit quarante nouvelles mesures qu'il loua dans la vue de sa nouvelle entreprise. Il se borna du reste à fabriquer les betteraves par lui récoltées ou du moins n'en acheta à des tiers qu'une quantité excessivement minime, cinq voitures durant trois années. Actionné devant le Tribunal de commerce de Valenciennes en paiement de diverses avances, Leriche avait décliné la compétence commerciale, disant que, d'après l'article 633 du Code de commerce, le fabricant de sucre qui se borne à manutentionner les produits de son cru ne peut être réputé commerçant. Le Tribunal s'était déclaré compétent. Voici l'arrêt confirmatif qu'a rendu la Cour royale sur les plaidoiries de M^e Huré pour l'appelant, et de M^e Danel pour l'intimé.

« Attendu que Leriche exerçait le commerce de fabricant d'huile lorsqu'en 1836 il a établi une fabrique de sucre indigène; que s'il cultivait avant cette époque une certaine portion de terres, il en a pris alors à bail une grande quantité dans le seul but de procurer à son usine la matière première dont elle avait besoin, qu'il a aussi acheté de la betterave pour la convertir en sucre;

« Que la culture des terres n'a été qu'un accessoire de son nouvel établissement industriel, que la fabrication du sucre indigène en a été l'objet principal, et que cette fabrication ne pouvant être considérée dans l'espèce comme un moyen de tirer un parti plus avantageux des produits d'une exploitation agricole, a constitué une véritable entreprise de manufacture dans le sens de l'art. 632 du Code de commerce;

« Que, dès-lors, les créanciers de Leriche pour avances de fonds et acceptation de traites ont eu le droit de l'attraire devant le Tribunal de commerce en paiement de dettes commerciales.

« La Cour confirme. »

Observations. La haute gravité de cette question, au moment où tant de fabricans de sucre sont sur le penchant de leur ruine, nous suggère quelques observations. Comme on le voit, la doctrine de l'arrêt ci-dessus fait une distinction entre le cultivateur qui ne se livre à la fabrication du sucre indigène que pour tirer un parti plus avantageux de son exploitation, et l'industriel qui se bornant même à convertir en sucre les produits de son cru, n'aurait entrepris la fabrication que pour elle-même, et dans des vues de spéculation. Le premier ne fera que des actes civils, le second seul sera commerçant.

La question de savoir si le fabricant qui ne fait que donner la façon à des produits agricoles dont il est en quelque sorte le créateur, et qui ne reçoit d'une main étrangère aucune des matières premières qu'il élève, peut, en égard aux opérations coûteuses et compliquées de manutention, être considéré comme commerçant, est en cela même épineuse et susceptible d'une sérieuse controverse. L'article 638 du Code de commerce semble la résoudre négativement par analogie, et les jurisconsultes comme les économistes ne semblent voir le manufacturier proprement dit que dans celui qui spéculé sur la façon des produits qu'il reçoit de seconde main.

Mais étant donné que la fabrication du sucre de betterave avec des produits que le fabricant a lui-même récoltés peut constituer l'entreprise de manufacture prévue par l'article 632 du Code de commerce, la distinction consacrée dans l'arrêt ci-dessus ne nous paraît pas fondée. Qu'importe la qualité de propriétaire, l'exploitation agricole préexistante, le but, les secrètes intentions du fabricant? Il a, dès qu'il se fait manufacturier, dépouillé le propriétaire et l'agronome. L'entreprise de fabrication a son caractère propre, individuel, indépendant des accidens de position et des questions intentionnelles. Dès que la betterave est mûre et récoltée, l'œuvre du cultivateur est accomplie. La betterave est un résultat atteint, un produit parfait susceptible même d'être livré au commerce.

Commence alors la tâche du fabricant; si cette tâche est en elle-même une entreprise commerciale de manufacture, n'est-il pas évident qu'elle sera telle pour tout le monde et pour le propriétaire foncier qui aurait voulu devenir manufacturier spéculateur avec les produits de son fonds, et pour le fermier qui aura loué des terres dans l'unique but de fabriquer le sucre.

Il n'y a donc pas de moyen terme: ou le fabricant de sucre, élaborant les produits de son cru, ne sera jamais commerçant, à la différence de celui qui achète les betteraves à des tiers, ou bien il le sera toujours. Autrement il faudrait dire aussi que le fermier qui loue des terres pour brayer en farines les blés de sa récolte, le vigneron qui loue un domaine, pour obtenir les raisins qu'il convertit en vins, sont aussi des commerçans par opposition aux propriétaires agriculteurs et vigneron.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{er} chambre).

(Présidence de M. Debelleyme.)

Audiences des 28 juin et 5 juillet 1839.

SÉPARATION DE CORPS. — M. ET M^{me} BRUNE DE MONS.

La demande en séparation de corps de M^{me} Brune de Mons a obtenu, dès le principe, une célébrité qu'expliquent facilement la position brillante des époux et la gravité des faits.

M^{me} Brune de Mons, comme on sait, a demandé, après quelques mois de mariage, au moment de devenir mère, sa séparation de corps contre son mari. Un jugement de la 1^{re} chambre (Voir la Gazette des Tribunaux du 24 mai 1838) l'a admise à la preuve des faits par elle articulés. Ce jugement a été confirmé en appel. (Voir la Gazette des Tribunaux des 22 et 30 décembre 1838). Il s'agit aujourd'hui de plaider sur les enquêtes.

M^e Delangle, avocat de M^{me} Brune de Mons, prend la parole.

« Dans le mois de juillet 1837, dit M^e Delangle, M. Langlois, notaire à Chartres, homme justement considéré, jouissant d'une fortune importante, reçut des propositions de mariage pour sa fille unique. C'est lui qui demandait à devenir son gendre était un homme jeune, riche, titré, ou se disant tel, ce qui est absolument la même chose. M. Langlois donnait son consentement à cette union. Une seule personne restait dans la famille, c'était M^{me} Langlois, femme d'un bon sens admirable, et qu'on n'a pas craint de calomnier. Elle ne pouvait se défendre, au moment de donner sa fille à M. Brune de Mons, d'une anxiété qui s'était qu'un pressentiment. M^{me} Langlois comprenait qu'un homme qui avait des prétentions nobiliaires ne s'allierait pas sans quelque dédain à une famille qui porte un nom vulgaire et qui s'est attiré la considération par ses goûts simples et par sa vie modeste. M. Brune de Mons prit soin de rassurer M^{me} Langlois, qui lui conseilla de rechercher une alliance plus brillante pour son nom. Le contrat de mariage fut signé, et le mariage fut célébré le 12 septembre 1837. Après le déjeuner, M. Brune de Mons partit avec sa jeune femme pour le Havre. Le motif, ou plutôt le prétexte, c'était pour M. de Mons le désir de faire ses adieux à son père près de s'embarquer pour l'Amérique. La véritable raison de ce brusque départ, c'était le besoin d'imiter la mode anglaise qui ne permet pas de passer les premiers jours du mariage

là où il a été célébré, mais qui veut que ces jours soient dépensés dans les hôtels et sur les grandes routes.

« Au mois d'octobre, M. Brune de Mons, de retour à Paris avec sa femme, s'y installa. Il avait fait préparer un appartement fort élégant, soit qu'il y eût en lui le désir de plaire à sa femme, soit qu'il eût seulement à la vanité. Quoi qu'il en soit, les lettres de M^{me} Brune, à cette époque, reconnaissent les attentions du mari. Mais les choses ne devaient pas durer longtemps ainsi. M. Brune de Mons se lassa bientôt de la vie sérieuse du mariage; il reprit son indépendance et renouela ses anciennes dissipations; il n'écrivit qu'une seule fois à son beau-père, et c'est pour lui rappeler qu'aux termes de l'article 7 du contrat de mariage, il doit lui envoyer une somme de 10,000 fr. pour servir de premier fonds à une société d'acquêts, conformément aux articles 1500 et 1503 du Code civil (ce sont les expressions de la lettre). Ainsi la seule lettre de M. Brune de Mons à son beau-père est une leçon de droit.

« M^{me} Brune voulait voir sa mère à Paris. M^{me} Langlois avait retardé le voyage pendant les premiers mois. E le comprenait qu'il ne fallait pas se jeter au milieu des joies des jeunes époux. Cependant, sur les instances répétées de sa fille, M^{me} Langlois arriva à Paris, le 16 janvier. Reçue très froidement par son gendre, elle remarqua bientôt la mésintelligence que sa fille avait cru devoir lui cacher; elle manifesta le désir de retourner à Chartres. M^{me} Brune la retient pendant plusieurs jours; mais, forcée de quitter l'hôtel de son gendre, elle revient à Chartres le 18 février.

« Depuis ce jour, il n'est pas de mauvais traitement qui ait été épargné à M^{me} Brune de Mons, au point de la tenir dans un état de séquestration absolu. La justice intervient, elle interroge M. Brune de Mons sur son étrange conduite. M. Brune répond qu'il n'a fait qu'user de son droit de mari, et qu'au surplus la séquestration de M^{me} Brune n'était qu'une mesure provisoire qu'il avait jugé bon d'adopter pour soustraire sa femme aux pernicieux conseils de sa belle-mère. L'instruction commencée à raison de ces faits graves de séquestration s'est terminée par une ordonnance de non-lieu. M^{me} de Mons a alors formé sa demande en séparation de corps.

« Le 23 mai 1838, le Tribunal a rendu un jugement interlocutoire admettant à la preuve des faits articulés par M^{me} Brune de Mons. Ce jugement a été confirmé en appel.

« Les faits dont M^{me} Brune de Mons a demandé la preuve, et qu'il importe de rappeler brièvement, sont les suivans:

« Premier fait: environ six semaines après son mariage, M. de Mons déclara à M^{me} de Mons qu'il était honteux pour un mari de sortir avec sa femme; qu'il fit d'odieuses confidences sur sa vie passée et sur les conséquences qu'elle avait eues, manifestant en outre un grand mépris pour les femmes, et se répandant en injures contre M. et M^{me} Langlois.

« Deuxième fait: M^{me} Langlois a été fort mal reçue par son gendre.

« Troisième fait: M. de Mons a menacé sa femme de l'envoyer en Amérique et de la séquestrer du monde.

« Quatrième fait: M. de Mons a conduit sa femme à Versailles, sans lui parler, puis à Saint-Germain, où il l'a laissée seule dans un cabaret; il lui a défendu de sortir dans la rue et de recevoir des lettres.

« Cinquième fait: M. Brune de Mons est entré chez sa femme en lui annonçant qu'il serait toujours un tyran pour elle, et lui défendant de sortir seule, de recevoir aucune visite, ni aucune lettre sans son inspection préalable.

« Sixième fait: Le 17 février, au milieu de la nuit, M. Brune de Mons vint réveiller sa femme en sursaut, et reproduit ses injures contre elle et contre ses parents; elle se mit à fondre en larmes. Il alluma alors quatre bougies, en disant: « Voici un luminaire! » Il en prend une qu'il approche des yeux de sa femme, la promène sur sa figure, en disant: « Je saurai bien vous empêcher de pleurer. » Il pince le nez de sa femme, lui met la main sur la bouche, lève ses draps, la découvre, et la boulevérte avec vivacité. Elle veut crier, il lui met le poing sur la figure, en s'écriant qu'il la tuerait d'un seul coup.

« Les autres faits sont relatifs aux injures, menaces, voies de fait et à la séquestration de M^{me} Brune de Mons par son mari.

M^e Delangle donne lecture de l'enquête dans laquelle ont été entendus M. et M^{me} Langlois, M. le docteur Fossati, des femmes de chambre, le concierge, la cuisinière, une blanchisseuse, et plusieurs propriétaires voisins.

« Parmi les faits articulés par M^{me} Brune de Mons, ajoute M^e Delangle, il en est quatre qui ont été niés avec indignation. Nous avons offert de prouver 1^o qu'un domestique armé d'un fusil avait été placé par M. de Mons à la porte de l'appartement de sa femme, avec ordre de l'empêcher de sortir; 2^o que M. de Mons avait annoncé à sa femme qu'elle allait partir pour l'Amérique, et qu'elle serait à jamais séparée du monde et de sa famille; 3^o que M. de Mons avait, pendant la nuit, allumé quatre bougies, diant à sa femme que c'était son luminaire, et qu'il l'avait accablée d'outrages et de mauvais traitemens; 4^o qu'il avait fait des perquisitions dans l'appartement de sa femme pour y trouver des lettres qu'elle aurait reçues malgré sa défense.

« Tous ces faits ont été constatés dans l'enquête. Le domestique de M. de Mons a avoué qu'il avait monté la garde avec un fusil à la porte de sa maîtresse. Seulement il a prétendu qu'il n'y avait eu dans ce fait qu'une plaisanterie. Deux témoins ont déposé sur la scène deux bougies. Et cependant on avait nié que ces faits se fussent passés. On avait dit qu'il fallait que M. Brune de Mons fût insensé pour commettre de pareils actes, la nuit, pendant le sommeil de sa femme. Quant au voyage d'Amérique, il y a un domestique qui a donné à cet égard des détails précis. Il est attesté aussi que M. Brune de Mons s'est présenté dans l'appartement de M^{me} Brune de Mons pour y chercher des lettres. Ainsi, séquestration, violence, perquisitions insultantes, menaces odieuses, ces faits sont prouvés par les dépositions des témoins de l'enquête et de la contre-enquête.

« Il y a quelque chose de plus décisif encore dans la contre-enquête, c'est la déposition de M^{me} Brune de Mons, la mère. Elle déclare que sa belle-fille s'est plainte auprès d'elle d'avoir reçu un soufflet. Assurément, si les choses ne s'étaient point passées comme la demande l'a dit, M^{me} Brune n'aurait pas choisi sa belle-mère pour confidente, et celle-ci, bien qu'elle ait cherché à cacher les fautes de son fils, n'aurait pas parlé de cette violence inexcusable dont elle avait été témoin. Tout prouve donc jusqu'à l'évidence les faits articulés par M^{me} Brune de Mons.

« M^{me} Brune de Mons, à l'époque de tous les outrages de son mari, était enceinte de quelques mois, et cette jeune femme ignominieusement traitée, cette jeune femme résignée et douce jusqu'à la faiblesse avait été poussée dans son désespoir jusqu'à tenter de descendre par la fenêtre pour échapper aux tortures qu'elle endurait. Eh bien! cet acte de désespoir, la demande en séparation de M^{me} de Mons, tout cela, suivant M. de Mons, ne serait qu'une fraude à l'aide de laquelle M^{me} Brune voudrait reconquérir son indépendance.

« Les témoins de M. de Mons, presque tous ses amis ont déclaré dans la contre-enquête qu'il était incapable d'avoir commis les actes qui lui sont reprochés. Mais M. Brune de Mons a été le premier à nous révéler son caractère. Voici ce qu'il a écrit dans le mémoire qu'il a fait imprimer et distribuer: « J'ai un peu du flegme américain; je ne discute jamais. C'est une nature hautaine, impérieuse, une volonté brutale, voulant dominer sur tous sans explication. Ce despotisme ne s'a loucit pas même devant sa jeune femme enceinte qui l'implore à genoux. Après cela, que les témoins de M. de Mons viennent affirmer devant la justice que leur ami est un homme du monde et un homme honorable, cela peut être vrai; mais, à coup sûr, M. de Mons de Mons est un détestable mari.

« Devant M. le président appelé à concilier les époux, qu'a fait M. Brune de Mons? Il n'a pas cherché à nier les faits; ce qui l'a effrayé c'est le scandale. Je promets de vivre séparé de ma femme, disait-il, je ne la verrai pas, je ne lui parlerai jamais. Voilà ce mari tendre, affectueux, passionné même, suivant certains témoins.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR ROYALE DE RENNES (appels correctionnels).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Legeard de la Dyriais. — Audience du 19 juin.

PEINE. — EXÉCUTION. — EMPRISONNEMENT. — DÉTENTION PRÉVENTIVE. — ARTICLE 24 DU CODE PÉNAL, 365 ET 379 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

La durée de la peine de l'emprisonnement commence à courir du jour du jugement à l'égard du condamné qui y a acquiescé, quand même sa détention serait en outre motivée sur une prévention ou une accusation de crime.

Nous savons déjà entretenir nos lecteurs de l'accusation de faux dirigée contre le sieur Grosse, notaire à Nantes, et de sa prévention contre condamnation à trois mois de prison pour abus de confiance ; c'est l'exécution de ce jugement qui a soulevé la question sur laquelle la Cour de Rennes vient de se prononcer.

En effet, le mini tère public soutenait que Grosse se trouvant détenu au moment de sa condamnation par le Tribunal correctionnel, sous mandat de dépôt, bientôt changé en ordonnance de prise de corps à raison d'un fait qui lui est imputé, n'avait pu commencer à subir sa peine qu'après la détermination définitive intervenue sur l'accusation criminelle, il vou lût en conséquence que Grosse fût écroué de nouveau à raison de la condamnation correctionnelle, après son acquittement par la Cour d'assises. Mais celui-ci argumentait de la disposition de l'art. 24 du Code pénal, soutenant que plus de trois mois s'étant écoulés depuis le jour du jugement correctionnel jusqu'à celui de son emprisonnement devant la Cour d'assises, sa peine était entièrement subie, et en conséquence il s'est pourvu en interprétation devant le Tribunal correctionnel de Rennes, qui accueillit ses prétentions par un jugement ainsi conçu :

« Considérant que par jugement de ce Tribunal, en date du 7 février dernier, Grosse lui-même a été condamné à trois mois de prison pour abus de confiance, et qu'il ne se rendit point en prison pour l'exécution de ce jugement, et qu'il fut écroué le 19 du même mois de février, quoiqu'il fût encore en état de dépôt, mandat de et même de prévention à raison d'un faux en écriture publique, et d'un autre abus de confiance connexe à ce faux ; qu'il s'est écoulé plus de trois mois avant que la Cour d'assises ait statué sur le faux et le délit qui lui est connexe, à l'égard de quels Grosse a été acquitté.

« Considérant que suivant l'art. 24 du Code pénal, dont la disposition a été introduite dans le projet de loi sur le régime criminel par la loi du 23 avril 1832, lorsqu'il s'agit de condamner à l'emprisonnement pour des peines prononcées contre des individus en état de détention préalable la durée de la peine, si le condamné ne s'est pas pourvu, comme du jour du jugement ou de l'arrêt, nonobstant l'appel ou le pourvoi du ministère public, et quel que soit le résultat de cet appel et de ce pourvoi.

« Considérant que cette disposition est générale et doit s'appliquer à tous les cas de condamnation à l'emprisonnement, qu'ainsi la peine commence à courir de plein droit le jour du jugement ou de l'arrêt, quand il n'y a eu, comme dans l'espèce, ni appel ni pourvoi de la part du condamné ; qu'aucun acte d'exécution n'est donc nécessaire ; qu'il importe peu aussi que la détention préalable ait eu pour objet unique le fait qui a motivé la condamnation ou tout autre fait au sujet duquel il n'y aurait pas encore intervenu de jugement ; que le législateur de 1832 a voulu par le nouvel art. 24 qu'il a inséré abréger autant que possible la détention préventive qui est toujours un rigueur, lors même qu'elle est indispensable pour assurer la validité et l'application de la loi, et à la liberté individuelle.

Le procureur du Roi interjeta appel de cette décision ; suivant lui le Tribunal avait mal jugé, en ce qu'il n'avait pas tenu compte des dispositions des art. 379 et 365 du Code d'instruction criminelle, qui, combinés avec l'art. 24 du Code pénal, ne permettaient pas que le jugement correctionnel eût son exécution au si long-temps que l'accusation pour faux n'aurait pas été purgée, puisque d'une part l'art. 379 ordonne que l'exécution de la peine soit suspendue jusqu'à ce qu'il n'ait été prononcé sur le second fait, lequel celui-ci est en outre plus grave que le premier et, que de l'autre, l'art. 365 voulait que dans une conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte fût seule appliquée.

M. l'avocat-général Vic or Fouquier a combattu cette doctrine et a soutenu au contraire l'administration par le Tribunal correctionnel ; il s'est élevé tout à la fois de l'esprit et de la lettre de la loi. Aux termes de l'art. 24 du Code pénal, lorsque le prévenu est détenu, sa peine commence à courir du jour du jugement s'il n'y a pas d'appel ; voilà le principe général, la disposition est impérative et reçoit son exécution, qu'il y ait ou non écrou ; c'est là une des nombreuses modifications apportées au Code pénal par la loi de 1832 ; or, dans l'espèce, Grosse était détenu préventivement à raison même des faits qui ont motivé sa condamnation à trois mois de prison, au moment où le jugement qui a prononcé cette condamnation ; il n'y a pas eu d'appel de cette décision, donc la peine a commencé à courir du jour du jugement ; peu importe qu'en même temps il fut détenu pour d'autres faits plus graves, car si détention pour ces faits n'est que préventive, c'est à-dire n'a ait d'autre but que de mettre le prévenu ou l'accusé sous la main de la justice ; or, Grosse continuait de résister à la disposition des magistrats tout en subissant sa peine ; on ne saurait argumenter des articles 365 et 379 du Code d'instruction criminelle ; car, dans l'espèce, en fait il n'y a pas eu deux condamnations, mais bien une seule, puisque Grosse a été acquitté par la Cour d'assises, et on ne peut pas, après l'acquiescement, sur l'invalidité d'une condamnation qui n'est pas réalisée dans la cause ; car ce serait aller contre le but que s'est proposé le législateur par les articles invoqués, et faire tourner au préjudice d'un innocent des dispositions introduites en faveur des condamnés. On ne saurait non plus soutenir que l'art. 379 fait une obligation au procureur-général de n'exécuter le premier jugement qu'après qu'il aurait été statué sur le second fait, car cet article n'exige qu'autant que les crimes se manifestent pendant les débats de la Cour d'assises, et que dans ces cas on ne peut en arrêter le cours, et qu'il importe que l'accusé, après sa condamnation, retienne la disposition du juge du lieu, s'il a des complices, ou jouisse du bénéfice de l'art. 365, dans le cas de condamnation à une peine plus forte pour le second fait ; mais, dans la cause, on ne se trouve dans aucune de ces hypothèses, et la question ne se présente même que par suite d'une fautive direction donnée à la procédure, puisque pour éviter tout conflit de loi il suffisait de tarder à faire statuer sur les délits correctionnels, jusqu'après le jugement de l'accusation de faux par la Cour d'assises. Or, ors que l'écrou est intervenu, et qu'il est intervenu à l'égard de l'accusé, lors qu'ainsi aucun des cas prévus par les art. 365 et 379 du Code d'instruction criminelle ne se sont réalisés, ces articles ne sauraient faire obstacle à l'exécution de l'article 24 du Code pénal ; c'est à tort sur plus ce que la Cour d'assises a décidé par arrêt du 12 mai 1837, dans une espèce qui ne présente l'autre différence avec celle-ci, que, dans la première, il s'agissait seulement de deux délits. (Voyez Bulletin officiel 1837, p. 188.)

M. Meaulle, avocat de Grosse, a combattu par faire ressortir les conséquences fâcheuses qu'aurait pu soulever le système de M. le procureur du Roi, puisque si ce système triomphait, un malheureux condamné, qui a déjà fait neuf mois de prison pour des faits qui n'entraînent qu'un emprisonnement à trois mois de prison, serait obligé d'en subir encore trois autres ; le tout en vertu d'articles introduits dans le Code dans un intérêt des condamnés ; il s'est donc élevé à M. l'avocat-général pour révoquer en doute l'interprétation qu'en fait Grosse avoir été écroué sur les registres de la prison le 19 février en exécution du jugement du 7 du même mois, quoiqu'il n'eût été en vertu de cet écrou seulement qu'il se trouvait des lors détenu, et que M. Grosse n'avait pas à s'enquérir si le procureur du Roi avait ou non donné des ordres pour cet écrou, ou si cet écrou était ou non régulier dans la position où il se trouvait.

La Cour, après ces plaidoiries, a rejeté l'appel de M. le procureur du Roi, et confirmé le jugement du Tribunal correctionnel.

COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE (Aix).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Castellan. — Audiences des 28 et 29 juin.

ASSASSINAT SUIVI DE VOL. — ACCUSÉ DÉNONCÉ PAR SA FEMME. — TENTATIVE DE SUICIDE.

Magdelaine Madon, veuve du sieur Tronche, son troisième mari, s'était retirée dans la commune de Saint-Miire, il y a environ vingt ans ; elle y vivait seule dans une petite maison, située dans l'enceinte même du village, 400 fr. de rente dont elle jouissait à divers titres, plusieurs remboursements qui lui avaient été faits à différentes époques, et surtout ses habitudes parcimonieuses, avaient depuis longtemps accrédité le bruit qu'elle possédait une somme d'environ 4 ou 5,000 francs.

Dans la matinée du 18 avril, les voisins de la veuve Tronche ne l'ayant point vu paraître, concurrent quelque inquiétude, et s'étant approchés de l'unique fenêtre pratiquée au rez-de-chaussée de la maison ; ils s'aperçurent qu'une effraction y avait été commise. On pénétra dans l'intérieur, et l'on trouva dans la chambre du premier étage la malheureuse femme Tronche assassinée dans son lit. Sa figure était meurtrie ; elle portait au cou des traces de strangulation, et son bras droit ainsi que ses jambes indiquaient par les meurtrissures qu'ils présentaient qu'on les avait fortement comprimés.

Dans la chambre, tout était en désordre. Un meuble appelé table fermée avait été enfoncé, et l'un des tiroirs en avait été enlevé et placé sur une chaise voisine ; quelques gouttes de suif répandues sur le plancher annonçaient que les assassins étaient porteurs d'une chandelle, la veuve Tronche ne se servait jamais que de lampes à huile. Enfin, les deux battans d'une garde robe étaient ouverts, et les objets que contenait ce cabinet dans le désordre le plus complet. Il fut en outre constaté par M. le juge-de-peace d'Estres, qui, dès huit heures du matin, s'était transporté sur les lieux, en compagnie d'un docteur en médecine, que la victime avait été probablement surprise pendant son sommeil ; qu'un individu qui devait être de haute taille, à en juger par la distance du bord du lit à l'endroit où gisait le cadavre, l'avait saisi au cou avec la main droite, et de la main gauche avait retenu son bras droit pour l'empêcher de se défendre. Les jambes étaient allongées et à peine dérangées ; mais elles étaient aussi meurtries par une compression violente, et la place où elles reposaient portait l'empreinte d'une forte pression, ce qui indiquait que, pendant que les deux mains d'un assassin maintenaient le haut du corps, d'autres mains avaient fixé les jambes à leur place, et empêché un débat pendant lequel le lit eût été infailliblement dérangé, tandis qu'il ne présentait aucun désordre.

La veuve Tronche avait été assassinée pour faciliter un vol ; mais quels étaient les auteurs du crime ? aucun bruit n'avait été entendu ; il n'y avait point de sang répandu, et les assassins n'avaient pris que de l'argent, n'avaient enlevé aucun objet qui pût les faire reconnaître. Cependant la rumeur publique accusait le nommé Antoine Imbert, qui habitait avec sa femme une maison attenante à celle de la veuve Tronche, et qui avait une très-mauvaise réputation. Imbert fut arrêté ; mais les investigations de la justice n'ayant réuni aucune preuve, il fut bientôt relâché, et l'on désespérait de découvrir les assassins lorsqu'un mois après le crime une circonstance imprévue vint révéler à la justice le nom des deux coupables.

Marié depuis trois ans avec une jeune fille de Fos, Antoine Imbert n'avait pas tardé de faire subir à sa femme les conséquences équivoques de son oisiveté et de ses vices. Non seulement il lui enlevait l'argent nécessaire à ses premiers besoins, mais il se livrait envers elle aux violences les plus graves. A trois reprises différentes la femme Imbert avait déserter le domicile conjugal, et n'était retournée auprès de son mari que par suite des exhortations de l'autorité locale. Depuis l'assassinat de la veuve Tronche les violences d'Imbert semblaient avoir redoublé ; il exerçait à l'égard de sa femme une espèce de séquestration, et ne la laissait pas même sortir pour aller aux provisions. Le 19 mai dernier, une scène plus vive eut lieu entre les époux Imbert, à la suite de laquelle la femme fut précipitée du haut de l'escalier. La patiente de la femme Imbert était épuisée, et le même jour elle fit à sa cousine Arnoux et plus tard à M. l'adjoint du maire la révélation suivante : elle dit s'être couchée le 17 avril vers les neuf heures, tandis que son mari avait passé la soirée avec son cousin Jacques Imbert et n'était rentré qu'à trois heures du matin. En rentrant il lui fit la confidence du crime qu'il venait de commettre, en se contentant de lui dire toutefois qu'il avait volé Mme Madon. Depuis cette fautive révélation, son mari ne cessait de la menacer de la tuer à la moindre indiscretion, et Imbert était d'un caractère à tenir parole. C'est pour échapper à ces mauvais traitements qu'elle s'était décidée à révéler ces faits à la justice.

Sur cette déclaration, Antoine et Jacques Imbert furent aussitôt arrêtés : ils nièrent d'abord avoir pris part à l'assassinat ; mais pressé plus vivement, Jacques avoua les principales circonstances du crime. Il prétendit que depuis longtemps les époux Imbert le sollicitaient pour le déterminer à voler la veuve Tronche ; ayant enfin cédé à leurs instances, il reçut de la femme Imbert les indications nécessaires sur la distribution intérieure de la maison. Dans la nuit du 17 au 18 avril, vers une heure du matin, il s'introduisit avec Antoine chez la veuve Tronche, après avoir fait effraction à la fenêtre du rez-de-chaussée ; ils parvinrent ainsi jusqu'à sa chambre à coucher. Là Antoine tint la veuve Tronche pendant que lui-même commettait le vol ; ce n'est qu'en sortant qu'il apprit l'assassinat au quel il n'avait pas participé. Il déclara en outre qu'il avait lui-même emporté l'argent et l'avait caché dans les champs dans un endroit qu'il désigna. La justice s'étant transportée sur les lieux, on trouva en effet, à la place indiquée un sac qui contenait une somme de 1485 fr. en écus de 5 fr.

Malgré les aveux de son complice, Antoine persista à nier toute participation au crime, montrant le plus grand sang-froid et la plus grande indifférence sur sa position ; mais conduit dans les prisons de Martigues, le sava bientôt de se donner la mort. Les circonstances de cette tentative de suicide méritent d'être rapportées. Antoine Imbert avait été soumis à une visite rigoureuse et confié à la garde de deux gendarmes qui avaient ordre de ne pas le perdre de vue. Malgré ces précautions, il était parvenu à soustraire aux investigations de la justice un jeton en fer-blanc dont on se sert principalement dans les bureaux de tabac pour remplacer les pièces de deux liards ; il l'avait partagé en deux, et à l'aide des aspérités que présentait l'un des morceaux, il s'était ouvert la veine du bras gauche, il avait en suite de l'envelopper de ses couvertures, et pendant toute la nuit il ne proféra aucune plainte, ne laissa pas même échapper un soupir. Ce ne fut que le lendemain matin que ses gardiens, frappés de son extrême pâleur, et ayant cru reconnaître quelques taches de sang au pied de son lit, lui arrachèrent ses couvertures et le trouvèrent inondé de sang. De prompts secours lui furent

Il est une objection principale qu'il faut réfuter. M. de Mons, et ses témoins après lui, prétendent que le procès doit être attribué aux parents de Mme Brune de Mons, soit au père soit à la mère.

M. Langlois, d'après ce système étrange, a voulu avant tout échapper au paiement de la dot, et pour s'y soustraire il n'a pas reculé devant un procès en séparation.

La dot de Mme Brune de Mons se composait d'immeubles dont le revenu élevait à 4,500 fr., d'un trousseau considérable que la jeune femme emporta, et d'une somme de 70,000 fr. payable seulement dix ans après la signature du contrat de mariage. Et pour ne pas payer ces 70,000 fr. exigibles dans dix ans, voici un père qui suscite un infâme procès, et qui précipite sa fille unique dans tous les désordres, dans toutes les douleurs qu'entraîne une séparation ! Ce père est un homme qui a mérité l'estime de tous ceux qui l'ont connu. Est-ce que M. Langlois n'a pas de fortune ? Les adversaires eux-mêmes avouent que M. Langlois jouit d'une fortune importante. C'est M. Langlois qui a voulu marier sa fille à M. Brune de Mons. C'est lui qui a vaincu les répugnances de Mme Langlois ; c'est lui qui a réglé les stipulations de la dot.

Pourquoi donc mon témoin a-t-il fait cette absurde déclaration, à savoir, que M. Langlois avait suscité ce procès. C'est parce que M. Brune de Mons l'a imprimé. Il a dit dans son mémoire répandu à profusion : De méchantes langues pourraient bien infirmer que M. Langlois a voulu échapper au paiement de la dot.

Quant à Mme Langlois, c'est elle l'auteur du procès ; c'est elle qui, suivant nos adversaires, a abusé de son influence sur sa fille ; c'est elle qui l'a jetée dans ce malheureux débat, qui doit en supporter la honte et le danger. Comprenez-vous l'intérêt, que peut avoir une mère à ruiner le ménage de sa fille pour satisfaire son amour-propre ? Ce n'est pas tout, il faut trouver une fin assez docile pour se déchirer elle-même de ses mains.

Permettez-moi, dit M. Delangle, de donner lecture de quelques passages des lettres de Mme Langlois à sa fille. Voici ce qu'elle lui écrivait :

Chasse l'oisiveté. Ne caresse jamais cet horrible vice qui dégrade l'âme la plus noble et la plus élevée. Tâche d'être exacte, c'est le moyen d'être bien servie. Sois si bien pour tout le monde, que l'on ne fasse que ton éloge partout. Arrange-toi de manière que les hommes te respectent, et qu'aucun ne soit assez insolent pour te faire de déclaration. Qu'ils t'estiment trop pour cela, et ton petit mari l'adorera.

Même à l'égard de ta belle-mère et de ton mari une vie qui ne te donne jamais les tourmens qui entraînent les reproches et les remords. C'est le plus cruel des maux de cette misérable vie.

Je ne sais pas si je t'ai dit d'examiner et de faire examiner toutes les affaires de ton cher Nelson (M. Brune de Mons) pour qu'il ne se serve pas de mouchoirs percés. Cela ne te ferait pas honneur. Je comprends un mari comme le tien, qui se marie sans intérêt, et qui aime sa femme, qui la fait valoir, qui la rend heureuse, qui a des égards, des procédés. Voilà comme je comprends le ménage, et la durée d'un état semblable est une idée du paradis, etc.

Embrasse mille fois mon bon Nelson, et dis-lui qu'il donne un bon baiser à son petit-fils chéri pour sa grand-mère qui l'adore déjà.

Profite de ta jeunesse pour orner l'âge mur, et faire parler de toi dans la vieillesse. C'est le vrai contentement et le seul durable. On est au-dessus des femmes ordinaires, Va, ma Louise, sois distinguée, et l'on te remarquera comme une femme supérieure, et l'amour-propre de ton cher Nelson y trouvera son compte ; il dira : Louise est beaucoup mieux que toutes ces femmes qui ne connaissent que les fêtes et la coquetterie, ces piliers de société qui ne rêvent que soirées, bals et spectacles.

Chère bonne amie, maintenant que tu es comblée de tout ce qu'une jeune femme peut désirer, sois bien raisonnable ; surtout rends-toi bien compte ; car, sans cela, on est sur la croix tous les jours. Reste toujours comme par le passé : active, occupée, laborieuse, et dispose bien de ton temps.

Tes sont les conseils, ajoute M. Delangle, que Mme Langlois adressait à sa fille. Eh bien ! M. Brune, qui voyait ces lettres, a osé insinuer que Mme Langlois poursuivait sa fille des plus extravagantes adulations, en la poussant au luxe. Je demande s'il est un mari dans le monde qui pût souhaiter pour sa femme un langage de mère plus raisonnable et plus saine. Mme Langlois, loin de détourner l'amour de sa fille pour M. Brune de Mons, s'oublie elle-même dans ses lettres, et lui recommande d'entourer son mari des plus tendres soins.

Déjà le mois de novembre, Mme Langlois avait reçu de sa fille des lettres dans lesquelles celle-ci pressait sa mère de la venir voir à Paris. Mme Langlois avait toujours résisté. Enfin, elle arrive à Paris, le 16 janvier, deux mois et demi après le mariage. Suivant M. de Mons, c'est Mme Langlois qui est la cause de la désunion de son mariage, c'est elle qui est la cause de ce déplorable procès. Je ne sais si on s'est bien rendu compte de cette accusation. Y a-t-il quelque indice, quelque fait qui ait pu lui donner crédit ? Jamais. Je me trompe ; il s'est trouvé un témoin de la contre-enquête, qui, parlant de Mme Langlois, a dit qu'elle était commune et grossière.

Assurément Mme Langlois ne prétend pas avoir le vernis d'élegance qui distingue ce témoin. Mais il faut savoir ce qu'entend le témoin par la grossièreté de Mme Langlois. On l'interroge à cet égard : « Quand on offrait une place à Mme Langlois, dit-il, elle répondait : — Je vous remercie, je n'en veux pas. » Quelquefois même elle ajoutait : « Je n'aime pas cela. » M. de Mons tire de ces paroles la conséquence que Mme Langlois est une femme grossière et capable de tout. M. de Mons... est le témoin qui donne le plus d'éloges à M. Brune de Mons, son ami ; s'il se connaît en vertus comme il se connaît en défauts, j'ai bien peur que ses éloges ne tournent pas à l'avantage de M. Brune de Mons.

Faut-il, maintenant, être réduit au dégoût de justifier une mère de famille d'une odieuse inculpation. Mme Langlois se sépare de sa fille unique pour la première fois. Elle ne peut dissimuler son émotion ; elle verse des larmes, et il se trouve un témoin qui comprend assez peu le cœur humain pour dire que Mme Langlois verse des pleurs de rage. On voudrait qu'elle quittât sa fille, le cœur froid et l'œil sec. Et parce que la nature est plus forte, parce que cette mère ne peut se séparer de ses entrailles sans une douleur qui la déchire, parce qu'elle pleure, on dit qu'elle répand des larmes de rage ! (Mouvement.)

On consulte des gentilshommes, des officiers de cavalerie ; on leur demande, ou plutôt on ne leur demande pas encore ce qu'ils savent ; ils veulent avant toute question expliquer le procès. L'un suppose que la cause en est au père de Mme de Mons, pour ne pas payer une dot exigible dans dix ans. L'autre prétend que c'est la mère qui, pour reconquérir son influence perdue, veut faire le malheur de sa fille. Comme si M. et Mme Langlois ne savaient pas tous les dangers qu'entraîne une femme séparée de corps, et qu'il ne peut plus y avoir pour Mme Brune de Mons d'autre bonheur que celui de la maternité.

Je n'ai plus qu'un mot à dire : il y a dans la maison de M. Brune de Mons un domestique nommé Louis. On l'interroge en présence de Mme Brune, sur les faits articulés. Savez-vous ce qu'il répond ? « Si Madame l'a dit, c'est faux ; elle en a menti. » M. Brune de Mons est présent. Vous croyez qu'il va se récrier et imposer silence à son laquais. Non ! il permet qu'un effronté valet dise à sa maîtresse qu'elle en a menti ! Ce domestique est l'homme de confiance de M. Brune de Mons. C'est lui qui a entraîné sa maîtresse, si vous ordonnez à Mme Brune de Mons de retourner auprès de son mari.

Mme Brune de Mons a été ignominieusement traitée. Son mari l'a séquestrée, frappée, insultée ; aucun outrage ne lui a été épargné. Et cependant la vertu de Mme de Mons est restée intacte. Elle n'a opposé aux infâmes traitemens de son mari qu'une angélique résignation. Mais aujourd'hui ne pas prononcer la séparation serait impossible. Mme Brune de Mons a imploré la protection de la justice ; elle ne lui manquera pas.

M. Dupin a pris ensuite la parole pour M. Brune de Mons. Nous reproduirons sa plaidoirie.

CHRONIQUE.

PARIS, 7 JUILLET.

Les journaux de Marseille arrivés aujourd'hui annoncent que des inquiétudes assez vives ont été répandues dans la population de cette ville, au sujet d'un complot dont l'exécution aurait été prévenue par l'autorité locale.

Voici ce qu'on lit à cet égard dans le Sémaphore du 3 : « Depuis quelques jours, la surveillance de la police de notre ville était tenue en éveil par les fréquentes réunions de quelques républicains. L'autorité ayant enfin acquis la certitude que de folles tentatives de désordre étaient projetées dans ces conciliabules, M. Coutelle, commissaire de police, s'est transporté hier matin au domicile d'un peintre-vitrier, chef désigné de cette poignée d'insensés, et s'est emparé de sa personne.

Par suite de la perquisition domiciliaire opérée chez cet individu, qui a été trouvé au lit, des papiers d'une nature assez grave, ont, dit-on, été saisis, et l'on ajoute que ces pièces de conviction, qui ont éclairé l'autorité sur bien des menées, pourront déterminer d'autres arrestations. Il n'est sorte de bruits absurdes que l'on n'ait fait courir à Marseille ces jours derniers, au sujet de prétendus mouvements révolutionnaires éclatés dans la capitale. Rien de tout ce qu'on disait ne s'est réalisé, et les dépêches télégraphiques les plus rassurantes démentent heureusement ces versions préparées par la malveillance.

Du reste, la population de notre ville ne s'est pas émue le moins du monde dans cette circonstance, et bien qu'on ait parlé de projets sinistres, la révélation de ces projets n'a excité dans notre ville d'autre sentiment que la pitié des honnêtes gens. Toutefois, par mesure de prévoyance, quelques postes ont été doublés depuis avant-hier, et on a donné l'ordre à un bataillon du 12^e de ligne, en garnison à Aix, de se porter sur Marseille. Ce bataillon est arrivé hier à quatre heures.

Le Moniteur Parisien, qui reproduit ce soir cet article, ajoute les détails suivants :

Dans la soirée du 29, le bateau à vapeur l'Etna a mis à la voile, emmenant en Afrique cinq cents hommes de la garnison. Le lendemain 30, le vaisseau à trois pouts le Diadème a jeté l'ancre en vue de la ville, pour prendre les restes du 22^e. Ce double départ a fait naître dans quelques esprits pervers la pensée de tenter un coup de main sur la ville.

Les soldats et les armes ayant été publiquement embarqués dans la matinée du lundi, des rassemblements assez considérables ont eu lieu dans les guinguettes du quartier appelé la Plaine, plateau élevé qui domine la ville. Là, un peintre en bâtiments, nommé Carpentras, républicain exalté, doué d'une certaine verve sauvage, a harangué les assistants pour les exciter à la révolte et au pillage.

A une heure du matin, après une discussion tumultueuse de plus de quatre heures, cette multitude s'est dissipée sans avoir pu s'entendre; mais l'autorité était avertie, et le matin suivant Carpentras a été arrêté dans son lit. On a trouvé chez lui des papiers qui attestent un commencement d'exécution et où se trouvent, dit-on, des actes émanés d'un comité insurrectionnel établi à Marseille.

administrés; il était temps, car ses forces étaient déjà presque entièrement épuisées. C'est en l'état de ces charges que Antoine Imbert, dit Lapce-man et Jacques Imbert, dit Cigalet, comparaissent devant la Cour d'assises. Cette cause, malgré une chaleur de 30 degrés, a attiré un grand concours de curieux.

Antoine Imbert est âgé de 34 ans; il est de haute taille et paraît doué d'une grande force musculaire; il est fort pâle et se ressent encore des suites de sa tentative de suicide. Ce n'est que soutenu par deux gendarmes qu'il peut arriver jusqu'au banc des accusés. C'est en vain que sur son visage on chercherait à découvrir la plus légère émotion; Imbert répond avec le plus grand calme et une rare présence d'esprit à toutes les questions qui lui sont adressées, et pendant que les témoins déposent des faits les plus accablants pour lui, il savoure avec délices une large prise de tabac. Durant les deux jours employés aux débats de cette affaire, son sang-froid ne l'a pas un seul instant abandonné.

Quant à Jacques Imbert, il paraît beaucoup plus jeune que son coaccusé; il tient constamment un mouchoir devant sa figure et pousse de temps en temps des sanglots; mais il est facile de s'apercevoir qu'il ne verse pas une seule larme.

M. le juge de paix d'Estre est d'abord entendu; il rend compte de la descente sur le lieu du crime et rapporte les faits que nous avons déjà fait connaître. Les médecins qui ont examiné le cadavre déposent ensuite. Il résulte de leur dire que l'assassinat a dû être commis par deux personnes au moins, et que celui qui a donné la mort à la victime, en lui serrant le cou avec la main, devait être d'une haute taille et doué d'une force physique extraordinaire.

Après l'audition de quelques autres témoins peu importants, on introduit la femme du principal accusé.

Personne ne s'étant opposé à ce qu'elle soit entendue comme témoin, elle prête serment; elle déclare être la femme d'Antoine Imbert, et être âgée de 25 ans.

« Le 17 avril, dit-elle, je me couchai, suivant mon habitude, à 9 heures du soir; mais mon mari resta levé et passa la soirée avec Sigalet. Il ne rentra que le lendemain matin vers 3 heures, et comme je lui fis des reproches sur ce qu'il allait toujours passer les nuits au cabaret avec son cousin : « nous ne venons pas du cabaret, me dit-il, nous venons d'attraper M^{me} Madon. » J'eminformai s'ils ne lui avaient pas fait de mal; il me répondit que non, et que, pendant que Sigalet s'était approché du lit pour la tenir, il avait pris l'argent. Ce ne fut qu'au moment de la découverte du cadavre que j'appris qu'au lieu d'un simple vol mon mari avait commis un assassinat. Si je me suis décidée à dévoiler ces faits à la justice, c'est afin de me soustraire aux mauvais traitements dont mon mari ne cesse de m'accabler. Depuis le jour surtout où il m'a fait cette funeste révélation, je n'ai plus de repos. Tantôt il me menace de me tirer un coup de fusil, tantôt il veut me poignarder avec un couteau qu'il agisse à cet effet. »

Cette déposition faite avec le plus grand calme a produit une impression pénible sur l'auditoire. Quant à Antoine Imbert, il ne paraît nullement ému, et se contente de répondre que tous ces faits sont faux, et que sa femme ne l'accuse que pour satisfaire sa vengeance.

Après quelques autres dépositions peu intéressantes, M. Lieutaud, substitué du procureur-général, prend la parole. Dans un réquisitoire brillant, écouté avec une attention soutenue, il fait ressortir toutes les charges de l'accusation et sollicite toute la sévérité du jury.

M^{rs} Bedarrides et Tardif, qui avaient été nommés d'office, remplissent ensuite avec talent la tâche difficile qui leur était confiée. Chargé de la défense d'Antoine Imbert, M^e Bedarrides avait le rôle le plus pénible, et l'on peut dire qu'il s'en est tiré avec bonheur.

Après une heure de délibération, le jury rentre dans la salle d'audience. Son verdict est affirmatif sur toutes les questions; mais il admet des circonstances atténuantes en faveur des deux accusés.

Antoine et Jacques Imbert sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition.

Audience du 23 juin 1839.

Une escroquerie d'un nouveau genre, et que l'on pourrait appeler le vol au Sacrement, a occupé aujourd'hui l'audience de la Cour d'Assises, car le fait avait été considéré crime de faux par l'arrêt de renvoi.

Le nommé Tricois courtoisait la fille Rosalie Devage, domestique à Marseille; mais Rosalie avait des mœurs et Tricois des intentions pures; il proposa le mariage, et, pour rendre cette proposition plus séduisante, il eut soin de faire un pompeux étalage de sa fortune, qui lui permettait de faire de sa femme une dame portant chapeau. La crédule Rosalie se laisse séduire, et promet au séducteur sa main et une dot de 1500 francs; mais il fallait remplir des formalités préalables, et Tricois ne pouvait pas attendre. Si nous réglions d'abord les intérêts civils, dit-il, ce serait tant de fait et une garantie de plus que vous ne retirerez pas votre promesse. Cet avis est adopté. On se rend chez le notaire; un contrat y est dressé, par lequel Rosalie se constitue en dot 500 francs en valeur du trousseau, et 1000 francs résultant d'une créance exigible en 1840. L'acte portait en outre que le futur époux, en sa qualité de mari et maître de la dot et droits de son épouse, était autorisé à recevoir et quitancer la dite somme de 1000 francs, sans être tenu d'en faire emploi.

Muni d'une expédition du contrat, Tricois se rend quelques jours après chez un autre notaire, et propose de céder la créance de 1,000 francs. On trouve un cessionnaire, et la cession est consentie au prix de 800 francs reçus comptant. Ce ne fut que plus tard que l'on apprit que non-seulement Tricois n'était pas marié, mais que le mariage était entièrement rompu. Des poursuites furent aussitôt dirigées contre lui, et il a été arrêté au moment où il se disposait, dit-on, à se marier une seconde fois... devant le notaire.

Déclaré coupable d'une simple escroquerie, Tricois, sur l'habile plaidoirie de M^e Gustave Bedarrides, n'a été condamné qu'à cinq ans de prison.

Admis à l'exposition de 1839.

AUX CHEMISIERS DE PARIS,

Rue Neuve Vivienne, 49, à côté des Concerts Musard.

LONGUEVILLE ET LEPRÊTRE,

Fournisseurs de plusieurs Souverains.

Seuls brevetés d'invention pour la nouvelle coupe de chemises, et premiers fondateurs de la spécialité.

Adjudications en justice.

ÉTUDE DE M^e DUCHAUFFOUR,

avoué à Paris, rue Coquillière, 27.

Adjudication définitive le 10 juillet 1839, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Sei-

ne, séant au Palais de Justice à Paris, local et issue de l'audience de la première chambre, une heure de relevé, D'une MAISON, sise à Paris, rue de Cléry, 100. Sur la mise à prix de 38,000 fr. S'adresser, pour les renseignements, audit M^e Duchauffour, avoué poursuivant.

Sociétés commerciales.

(Loi du 31 mars 1833.)

Suivant acte passé devant M^{rs} Tresse et Robin, notaires à Paris, le 27 juillet 1833, enregistré, il a été formé, sous la dénomination de Compagnie houillère de Bonnières et Cahuzac, une société en nom collectif à l'égard de M. Jean-Jacques LE-COUR, propriétaire, demeurant à Bonnières (A-Yonne), et en commandite à l'égard des autres associés. La raison de commerce sera Jean-Jacques LE-COUR et Comp. Le siège de la société est à Paris, rue de Provence, 17. M. Jean-Jacques Lecour sera gérant de la société, en aura l'administration et la signature.

Le capital social a été fixé à quinze cent mille francs, divisé en 1,500 actions de 1,000 francs chacune. La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, à commencer du 25 juin 1839, pour finir le 25 juin 19 8.

Pour extrait, Signé TRESSE.

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris, le 1^{er} juillet 1839, il appert que M. Louis Eugène THIERRY, demeurant à Paris, rue Bergère, 23, et M. Georges-Daniel LEBLANC, demeurant à Paris, rue de Bouffault, 14, ont formé entre eux, pour six ou neuf années consécutives, au choix des parties, à partir du 1^{er} juillet 1839, une société en nom collectif pour l'exploitation de l'entreprise du froissage et mise en couleur dans Paris et la banlieue, sous la raison sociale THIERRY et C^o. Le siège de la société demeure fixé à Paris, rue de la Harpe, 26. Le fond social est de 36,000 fr., qui sera four-ni par moitié par chacun des associés. M. Thierry, pour fournir la mise de fonds apporté à la société sous forme de commerce et accessoires servant à son exploitation. M. Leblanc fournira la sienne en espèces, savoir, 3,000 fr. dans le plus bref délai, et les 15,000 fr. de surplus par moitié, au plus tard les 1^{er} janvier 1841 et 1^{er} janvier 1842. Les deux associés auront la signature sociale, mais seulement pour la correspondance, l'acquisition des billets de portefeuille et des factures, les recouvrements et autres actes de pure administration. Toutes les décisions doivent être faites au comptant, il ne pourra être inscrit aucun billet, obligation ou autre engagement et que ces soit sans le concours de la signature personnelle de chacun des associés, tout autre engagement n'obligera pas la société, et restera pour le compte personnel de celui qui l'aura souscrit.

Pour extrait, Signé THUILLIER.

Enregistré à Paris, le Reçu un franc dix centimes.

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, IMPRIMEUR DU ROI, RUE NEUVE-DES-PETITS-CHAMPS, 37.

Vu par le maire du 2^e arrondissement, Pour légalisation de la signature A. GUYOT.

Et à Versailles, à M^e Villefort, avoué.

Ventes immobilières.

ÉTUDE DE M^e JOSEPH BAUER,

Avoué, place du Caire, 35.

Adjudication préparatoire le 2 juillet 1839, et définitive le samedi 3 août 1839.

De deux grandes et belles MAISONS, situées à Paris, rue Tronchet, 25 et 27, quartier de la Madeleine.

La maison n^o 25 rapporte 21,800 fr.

Celle n^o 27 rapporte 16,000 fr.

Biens que la maison rue Tronchet, 25, ait été estimée par experts à la somme de 360,000 fr., elle sera créée sur la mise à prix de 80,000 fr.

Biens que celle n^o 27 ait été estimée 280,000 fr., elle sera créée sur la mise à prix de 90,000 fr.

S'adresser, pour les renseignements :

A M^e J. Bauer, avoué, place du Caire, 35;

A M^e Lombard, avoué, rue Gaillon, n. 10;

A M^e Grulé, notaire, rue de Grammont, 23;

A M^e Battarel aîné, avocat, rue de Cléry, 9;

Aux propriétaires des maisons, dans les maisons mêmes.

A M. Daguin, quai de Béthune, 14, île St-Louis.

Adjudication préparatoire en l'audience des criées de Paris, le samedi 20 juillet 1839,

De la TERRE DU BLANC, composée de châteaux, métairies, domaines, moulins, tuileries, vignes, terres, îles, prés et bois.

D'une contenance totale de 2015 hectares 4 ares 36 centiares.

Ladite terre sise commune et arron-

dissément du Blanc (Indre) et autres communes environnantes.

En 4 lots qui ne seront pas réunis.

Produit : 36,500 fr. — Impositions : 7,272 fr.

Mises à prix :

1^{er} lot, 268,800 fr.

2^e, 150,000

3^e, 58,000

4^e, 389,400

Ensemble : 866,200

S'adresser, à Paris, à M^e Randouin, avoué poursuivant, rue Neuve-Saint-Augustin, 38;

Et à M^e Royer, notaire, rue Vivienne, 22;

Et, au Blanc, à M^e Bodin, notaire.

Avis divers.

Contrairement à l'avis publié hier,

PRODUCTION DE TITRES.

(Délai de 20 jours.)

Milbert, maître charpentier, à Paris, boulevard Montparnasse, 41. — Chez M. Richomme, rue Montorgueil, 71.

Perrot, distillateur, à Maisons-Alfort, rue des Crochets, 8. — Chez M. Richomme, rue Montorgueil, 71.

Bonneau, négociant, à Paris, rue Château-Landon, 16. — Chez M. Richomme, rue Montorgueil, 71.

Thivieau, marchand de meubles, à Paris, rue de Cléry, 62 bis. — Chez M. Richomme, rue Montorgueil, 71.

Dame Bert, marchands public, à Paris, rue Neuve-Saint Roch, 45. — Chez M. Baudouin, rue St-Hyacinthe-St-Honoré, 7.

Tremblay, carrossier, avenue de Matignon, 8. — Chez M. Moisson, rue Montmartre, 173.

Dame Lechevalier, marchande publique, à Paris, rue Neuve-Vivienne, 17, et Théodore Lechevalier, son mari, coblogé solidaire. — Chez M. Perron, rue de Tournon, 5; Louis, rue M-slay 35.

Baillet de Guerville et Lubis, négociants, à Paris, rue de Breda, 18. — Chez M. Magnier, rue de la Harpe, 14.

Guillot, loueur de cabriolets et maître d'hôtel garni, à Paris, rue du Bac, 131. — Chez M. Moisson, rue Montmartre, 173.

Guillot, ancien marchand de vins et tapissier, actuellement ouvrier carrossier, à Paris, rue de Valenciennes, 31. — Chez M. Argy, rue Saint-Méry, 23.

Piat, menuisier en bâtiments, à Paris, rue Popincourt, 34. — Chez M. Salvy, rue Michel-le-Comte, 23.

Gavignot, négociant, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 29. — Chez M. Charlier, rue de l'Arbre-Sec, 41.

Laruzat, fabricant de clous, à Paris, rue Contrescarpe, 50. — Chez M. Colombel, rue Ville-l'Évêque, 28.

Denyand, pharmacien, à Paris, ci-devant rue Saint-Honoré, 176. — Chez M. Richomme, rue Montorgueil, 71.

Romanson frères, marchands de vins, à Paris, rue de la Grande-Frèpe, 4. — Chez M. Delalève-Sauvage, rue Neuve-Sainte-Catherine, 4.

Biré flateur, à Paris, rue Ménilmontant, 86. — Chez M. Richomme, rue Montorgueil, 71.

Dueroquet, mercier, à Paris, passage Brady 37 et 77. — Chez M. Breuillard, rue Saint-Antoine, 81.

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

MM. les actionnaires de la compagnie alsacienne (gaz de Mulhous) sont prévenus que l'assemblée générale annuelle indiquée pour le 16 n'aura lieu que le 20 de ce mois, place de la Bourse, 12, à une heure après midi.

On aurait quelque chose à communiquer à M. Toussaint, caissier en 1831 chez M. Masson, commissionnaire de Rouleage rue du Ponceau. S'adresser rue des Fossés-du-Temple, 4.

PATE ET SIROP DE NAFÉ D'ARABIE

Pectoraux adoucissants Pour guérir les RHUMES, Catarrhes et les AFFECTIONS de POITRINE. DÉPÔT rue RICHELIEU, 26, à PARIS.

Vigouroux, horloger, à Paris, rue du Temple, 34. — Chez M. Baudouin, rue St-Hyacinthe-St-Honoré, 7.

Straub et Sauerborn, tailleurs, à Paris, rue Gaillon, 3, et chacun d'eux en son nom personnel. — Chez M. Martin, rue d'Artois, 10.

Letestu, négociant, à Paris, rue des Vieilles-Audriettes, 4. — Chez M. Magnier, rue du Helder, 14.

Chevreaux, marchand de chaux, à Nanterre. — Chez M. Dupuis, rue de Grammont, 10.

Coré, charcutier, à Paris, rue Saint-Martin, 303. — Chez M. Grenier, rue Gaillon, 16.

Labbé, dit Colin, marchand de vins, aux Bittignoles, rue Lachapelle, 1. — Chez M. Clavery, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66.

Duchemin, boulangier, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 13. — Chez M. Millet, boulevard St-Denis, 21.

Jardin, boulangier, à Vaugirard, rue de l'École, 25. — Chez M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2.

Leleu, marchand de lingerie, à Paris, rue Thibou, 1. — Chez M. Richomme, rue Montorgueil, 71.

Despréaux, serrurier-marchand de fonte, à Paris, rue Fontaine Saint-Georges, 39. — Chez M. Haussmann, rue St-Honoré, 29; Riquier, rue des Bons-Enfants, 32.

Dupuy, marchand de vins, rue St-Germain-l'Auxerrois, 72. — Chez M. Nivet, boulevard St-Martin, 17.

Lambrun, marchand de vins, à Paris, rue des Marais, 36. — Chez M. Hélin, rue Pastourelle, 7; Proust, à Bercy.

(Délai de 40 jours.) Houillet, marchand de vins, à la Courtille. — Chez M. Viallard, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 13.

Martin, corroyeur à façon, à Paris, faubourg St-Denis, 143. — Chez M. Carpentier, rue Saint-Denis, 313.

DÉCÈS DU 5 JUILLET. M. Poiré, rue Salot-Lazare 4. — M. Vieillard, rue de l'Arbre Sec, 15. — Mlle Jacquin, quai de la Méjisserie, 14. — Mlle Pechon, née Berthe, rue au Roule, 12. — Mlle Mourgouin, rue Sonnrière, 26. — Mme veuve Chaumoneau, rue de Maite, 3. — Mme Pellerin, née Bourge, rue Vieille-du-Temple, 26. — M. Manory, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 206. — M^{me} Chauvency, née Poncelet, rue Vieille-du-Temple, 112.

BRETON.